

# Covid-19 : la charge sans concession de plusieurs cardinaux

Lancé à l'initiative de Mgr Carlo Maria Viganò, qui s'était fait connaître à l'été 2018 pour un rapport critiquant de manière très sévère la gestion des abus sexuels dans l'Église par le pape François, cet "appel pour l'Église et pour le monde aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté" sonne l'alarme sur les risques que fait courir la gestion de la crise du Covid-19 à la liberté religieuse comme aux libertés civiles. Parmi les premiers signataires, les cardinaux Sarah, Müller et Zen.

En ce temps de très grave crise, nous, pasteurs de l'Église catholique, en vertu de notre mandat, considérons comme notre devoir sacré de lancer un appel à nos confrères dans l'épiscopat, au clergé, aux religieux, au peuple de Dieu et à tous les hommes de bonne volonté. Cet appel est également signé par des intellectuels, des médecins, des avocats, des journalistes et des professionnels, qui en partagent le contenu. Il est ouvert à la signature de ceux qui voudront en partager le contenu.

Les faits ont montré que, sous prétexte de l'épidémie de Covid-19, en bien des cas les droits inaliénables des citoyens ont été violés, en limitant d'une manière disproportionnée et injustifiée leurs libertés fondamentales, y compris l'exercice de la liberté de culte, d'expression et de mouvement. La santé publique ne doit pas et ne peut pas devenir une excuse pour bafouer les droits de millions de personnes dans le monde, et encore moins pour exonérer l'autorité civile de son devoir d'agir avec sagesse pour le bien commun; cela est d'autant plus vrai que les doutes croissent quant à l'effective contagiosité, à la dangerosité et à la résistance du virus: de nombreuses voix faisant autorité dans le monde de la science et de la médecine confirment que l'alarmisme à propos du Covid-19 amplifié par les médias ne semble absolument pas justifié.

Nous avons des raisons de croire - sur la base des données officielles relatives à l'incidence de l'épidémie, et sur celle du nombre de décès - qu'il existe des pouvoirs fort intéressés à créer la panique parmi la population dans le seul but d'imposer de façon permanente des formes de limitation inacceptables de la liberté, de contrôle des personnes, de suivi de leurs mouvements. Ces formes de limitations liberticides sont un prélude inquiétant à la création d'un gouvernement mondial hors de tout contrôle.

Nous croyons aussi que dans certaines situations les mesures de confinement prises, y compris la fermeture des activités commerciales, ont conduit à une crise qui a submergé des secteurs entiers de l'économie, ce qui favorise l'ingérence des puissances étrangères, avec des répercussions sociales et politiques graves. Ces formes d'ingénierie sociale doivent être empêchées par ceux qui ont la responsabilité du gouvernement, en adoptant des mesures pour protéger les citoyens, dont ils sont les représentants et pour les intérêts desquels ils ont l'obligation de s'engager. Il est également nécessaire d'aider la famille, cellule de base de la société, en évitant de pénaliser déraisonnablement les personnes faibles et âgées par la séparation forcée et douloureuse de leurs proches. La criminalisation des relations personnelles et sociales doit également être jugée comme une partie inacceptable du projet de ceux qui favorisent l'isolement des individus afin de mieux les manipuler et les contrôler. Nous demandons à la communauté scientifique de veiller à ce que les soins pour le Covid-19 soient promus honnêtement pour le bien commun, en évitant

scrupuleusement que des intérêts iniques influencent les choix des gouvernements et des organismes internationaux. Il n'est pas raisonnable de pénaliser des remèdes qui se sont révélés efficaces, souvent peu coûteux, uniquement parce qu'on veut donner la priorité à des traitements ou des vaccins qui ne sont pas aussi fiables mais qui garantissent aux sociétés pharmaceutiques des bénéfices bien plus importants, qui pèsent sur la santé publique. Nous rappelons également, en tant que pasteurs, que pour les catholiques, il est moralement inacceptable de recevoir des vaccins dans lesquels du matériel provenant de fœtus avortés est utilisé.

Nous demandons également aux gouvernements de veiller afin d'éviter de la manière la plus rigoureuse toute forme de contrôle des personnes, à la fois par le biais de systèmes de suivi et par toute autre forme de localisation : la lutte contre le Covid-19 - aussi grave soit-il - ne doit pas être le prétexte pour approuver des projets douteux d'entités supranationales nourrissant de très forts intérêts commerciaux et politiques. En particulier, les citoyens doivent avoir la possibilité de refuser ces limitations de la liberté personnelle, sans qu'il soit imposé aucune forme de sanction à ceux qui ne veulent pas recourir aux vaccins, ni accepter des méthodes de suivi et tout autre instrument similaire. Il faut considérer également la contradiction flagrante dans laquelle se trouvent ceux qui poursuivent des politiques de réduction drastique de la population et qui se présentent en même temps comme des bienfaiteurs de l'humanité sans aucune légitimité politique ou sociale. Enfin, la responsabilité politique de ceux qui représentent le peuple ne peut absolument pas être confiée à des techniciens qui vont jusqu'à revendiquer pour eux-mêmes des formes inquiétantes d'immunité pénale.

Nous demandons instamment aux médias de s'engager activement dans une information objective qui ne pénalise pas la dissidence en recourant à des formes de censure, comme cela se produit couramment sur les réseaux sociaux, dans la presse et à la télévision. L'information correcte exige qu'un espace soit accordé aux voix qui ne sont pas alignées sur la pensée unique, permettant aux citoyens d'évaluer consciemment la réalité, sans être indûment influencés par des interventions partisans. Une confrontation démocratique et honnête est le meilleur antidote au risque de voir imposées des formes subtiles de dictature, vraisemblablement pires que celles que notre société a vu naître et mourir dans un passé récent.

Enfin, nous rappelons, en tant que pasteurs responsables du troupeau du Christ, que l'Église revendique fermement son autonomie dans le gouvernement, dans le culte, dans la prédication. Cette autonomie et cette liberté sont un droit inhérent que le Seigneur Jésus-Christ lui a donné pour la poursuite de ses propres fins. Pour cette raison, en tant que pasteurs, nous revendiquons fermement le droit de décider de manière indépendante de la célébration de la Messe et des Sacrements, tout comme nous exigeons une autonomie absolue dans les questions qui relèvent de notre juridiction immédiate, telles que les normes liturgiques et les méthodes d'administration de la communion et des sacrements. L'État n'a pas le droit de s'ingérer, pour quelque raison que ce soit, dans la souveraineté de l'Église. La collaboration de l'autorité ecclésiastique, qui n'a jamais été refusée, ne peut impliquer de la part de l'Autorité civile des formes d'interdiction ou de limitation du culte public ou du ministère sacerdotal. Les droits de Dieu et des fidèles sont la loi suprême de l'Église à laquelle elle ne veut ni ne peut déroger. Nous demandons que les limitations à la célébration des fonctions publiques du culte soient supprimées. Nous invitons les personnes de bonne volonté à ne pas se soustraire à leur devoir de coopérer en vue du bien commun, chacune selon son état et ses possibilités et dans l'esprit d'une sincère charité fraternelle. Cette coopération, souhaitée par l'Église, ne peut cependant être dissociée du respect de la loi naturelle, ni de la garantie des

libertés des individus. Les devoirs civils auxquels les citoyens sont tenus impliquent la reconnaissance par l'État de leurs droits.

Nous sommes tous appelés à évaluer les faits actuels conformément à l'enseignement de l'Évangile. Cela implique de choisir son camp : avec le Christ, ou contre le Christ. Ne soyons pas intimidés ou effrayés par ceux qui nous font croire que nous sommes une minorité : le Bien est beaucoup plus répandu et puissant que ce que le monde veut nous faire croire. Nous nous trouvons en train de lutter contre un ennemi invisible, qui sépare les citoyens entre eux, les enfants des parents, les petits-enfants des grands-parents, les fidèles de leurs pasteurs, les étudiants des enseignants, les clients des vendeurs. Ne permettons pas que des siècles de civilisation chrétienne soient anéantis sous le prétexte d'un virus, en laissant s'établir une tyrannie technologique haineuse dans laquelle des personnes anonymes et sans visage peuvent décider du sort du monde en nous confinant dans une réalité virtuelle. Si tel est le plan auquel les puissants de la terre entendent nous plier, sachez que Jésus-Christ, Roi et Seigneur de l'Histoire, a promis que « *les portes des Enfers ne prévaudront pas* » (Mt 16, 18).

Confions à Dieu tout-puissant ceux qui gouvernent les nations, afin qu'ils les éclairent et les guident dans ces moments de grande crise. Qu'ils se souviennent que, tout comme le Seigneur jugera les Pasteurs pour le troupeau qui leur a été confié, de même Il jugera ceux qui détiennent le pouvoir et qui ont le devoir de préserver et de gouverner leurs peuples.

Prions avec foi le Seigneur pour qu'Il protège l'Église et le monde. Que la très Sainte Vierge, auxiliaresse des chrétiens, écrase la tête de l'ancien serpent, confonde et dérouté les plans des enfants des ténèbres.

---

#### **Parmi les premiers signataires :**

Mgr. Carlo Maria Viganò, archevêque, nonce apostolique, Cdl Robert Sarah, Préfet de la Congrégation pour le Culte divin ; Cdl Gerhard Müller, ancien préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi ; Cdl Joseph Zen Ze-kiun, évêque émérite de Hong Kong ; Cdl Janis Pujats, évêque émérite de Riga ; Mgr Luigi Negri, archevêque émérite de Ferrara-Comacchio ; Mgr Thomas Peta, archevêque métropolitain d'Astana ; Mgr Athanasius Schneider, évêque auxiliaire d'Astana ; Mgr Jan Pawel Lenga, archevêque émérite de Karaganda ; Mgr Rene Henry Gracida, évêque émérite de Corpus Christi ; Mgr Andreas Laun, évêque auxiliaire de Salzburg ; Prof. Vittorio Sgarbi, critique d'art, essayiste ; Aldo Maria Valli, journaliste ; Magdi Cristiano Allam, écrivain ; Giulio Meotti, journaliste ; Marco Tosatti, journaliste ; Claudio Messora, directeur de Byoblu.com ; Robert Moynihan, écrivain, journaliste ; Cesare Sacchetti, journaliste ; Reynald Secher, historien ; Prof. Giorgio Nicolini, directeur de Tele Maria ; Michael J. Matt, directeur de The Remnant ; John-Henry Westen, rédacteur en chef de LifeSiteNews.com ; Vittoria Alliata di Villafranca, journaliste, écrivain ; Maria Guarini, éditeur ; Prof. Francesco Lamendola ; António Carlos de Azeredo, éditeur ; Riccardo Zenobi, écrivain ; Danilo Quinto, écrivain ; Jeanne Smits, journaliste ; Olivier Figueras, journaliste ; Maître André Bonnet, avocat, fondateur de l'association Promouvoir ; Jean-Pierre Maugendre, délégué général de Renaissance Catholique ;

.../...

.../...

abbé Guy Pagès ; Dr Stefano Montanari, directeur scientifique, Nanodiagnostics laboratory, Modena; Dr Antonietta Gatti, directeur de recherches, Nanodiagnostics laboratory, Modena; Prof. Alessandro Meluzzi, psychiatre ; Prof. Martino Mora, philosophe ; Prof. Massimo Viglione, historien et essayiste ; Prof. Elisabetta Sala, enseignant et écrivain ; Steven Mosher, président du Population Research Institute ; Prof. Amadeu Teixeira Fernandes, Georgetown University ; Alfonso Martone, CNR Italy.